

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

Merci anonyme
Membre du site devenez-fonctionnaire.fr

À compléter par le candidat

Rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel ⁽¹⁾

Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : Inspecteur des finances publiques

Épreuve n° : 2

Matière : Droit civil et procédures civiles

Date : 22/11/2022

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 1

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être strictement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Ne pas utiliser d'autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation du crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

NOTE / 20
04,00

Sujet n° 2

1) La possibilité de faire une demande de modification d'état civil pour changement de sexe et de prénom

Le prénom et le sexe constituent des éléments de notre état-civil qui nous sont attribués à la naissance, au moment de la rédaction de l'acte de naissance par l'officier d'état-civil (le maire ou l'un de ses adjoints) et qui nous accompagnent jusqu'à notre décès, en étant consignés sur l'acte de décès. Ces deux éléments constituent des éléments du droit de la personnalité et plus globalement du droit de la personne. Par principe, ces éléments ont un caractère immuable et indisponible. Ce n'est que dans de très rares cas que les juridictions civiles autorisent une modification de ces attributs, propres à chaque personne physique.

En matière de prénom, le juge a longtemps

réserve le droit au changement de prénom aux enfants avec un prénom qui était à l'encontre de son intérêt supérieur. Le contentieux est plutôt fourni en la matière et à titre d'exemple, le juge relève l'atteinte à l'intérêt supérieur de l'enfant pour un enfant qui a reçu comme prénom, "Zebulon", au plus récemment "Giesmonn-Aloupe". La position de la juridiction civile en la matière, par le biais des juges aux affaires familiales, s'est adoucie ces dernières années pour le changement de prénom et a également introduit la possibilité du changement de sexe sur l'Etat-civil en raison des progrès scientifiques et du mal-être d'un nombre croissant de personnes sur leur identité sexuelle.

En l'espèce, Pierre peut faire sa demande par le biais d'une requête auprès du juge aux affaires familiales afin que ce dernier tranche à la lumière de plusieurs critères et ordonne, le cas échéant,

La transcription de ces changements sur l'état civil.

2) La procédure à respecter et les conditions exigées.

Pierrick est devenu plus conscient de pouvoir obtenir la modification d'un ou plusieurs éléments de son état civil, cette décision étant laide de conséquences, le législateur a encadré ce type de demande avec une procédure contraignante, en matière de changement de sexe, mais dans l'intérêt de l'individu demandeur.

Il faut tout d'abord différencier les personnes transgenres des personnes transsexuelles. Les personnes transgenres n'ont entrepris aucune opération chirurgicale relative au changement de sexe, contrairement aux transsexuels, il s'agit avant tout d'un mal-être plus ou moins profond ainsi qu'éventuellement des comportements semblables au sexe opposé, sans acte irréversible.

En l'occurrence, Pierrick ne sent pas bien dans son corps, il souhaite commencer un traitement hormonal et

vient de commencer à porter des tenues féminines.

Cette situation ambigüe mais non définitive justifie la mise en place d'une procédure de suivi avec une audience avec le juge, la rencontre d'un expert psychiatrique et d'un délai de réflexion afin de vérifier le sérieux de la demande mais aussi de s'assurer que la personne est bien consciente des conséquences sur sa vie quotidienne. Au vu des faits d'espèce, Piene remplit les conditions, à première vue, puisque'il s'agit d'un mal-être remontant à l'enfance tout en commençant à changer de comportement et à vouloir entamer un traitement hormonal pour féminiser sa voix. La décision résultera de l'appréciation souveraine des juges du fond. En cas d'acceptation, le choix du prénom est laissé au demandeur par le juge, sous réserve de toute excentricité.

3. Les conséquences sur le mariage du couple

Au gré des évolutions de la législation avec les différentes lois bioéthiques, le mariage, historiquement réservé aux couples hétérosexuels a été ouvert aux personnes de même sexe il y a quelques années. Peu importe l'état civil des époux, le mariage confère des droits et des devoirs à chacun. Parmi ces devoirs, on peut citer le devoir de respect, d'assistance et de secours, mais également celui de la communauté de vie qui impose une communauté de lit et de toit.

Un changement de sexe à l'état civil pourrait avoir des conséquences sur le mode de vie des époux, et une procédure de divorce pourrait être envisagée, contentieuse ou gracieuse. Ce changement de sexe pourrait également avoir des conséquences sur la validité du mariage reconnu et consigné par l'officier d'état-civil sur son registre.

La loi a prévu ce cas de figure en précisant

qu'en cas d'accord de l'époux qui "solvait" la modification à l'état civil de l'autre époux, le mariage reste valable et l'officier d'état-civil opérera simplement la transcription du changement en marge de l'acte de mariage.

Dans le cas inverse, le juge prononcera le divorce et les actes subséquents.

Cette procédure de changement de sexe et de prénom pour l'un des époux peut être très lourde à supporter, il est donc normal de solliciter le consentement de l'autre époux sur l'avenir du mariage prononcé en des circonstances bien différentes.

Sujet 1 : Les exceptions de procédure : régime et effets

Le Code de Procédure Civile regorge de nombreuses règles de fond et de forme à respecter lors d'un procès avec pour unique finalité, garantir le droit à un procès équitable pour chacune des parties à l'instance,

Droit civil

(pour les épreuves à option,
indiquer le sujet traité)

INTERCALAIRE N° 1

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

conformément à l'article 6 I) de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (CEDH). Parmi ces règles, on trouve les exceptions de procédure qui peuvent survenir dans des cas bien particuliers avec des effets variables sur la suite du déroulé du procès.

Certaines exceptions de procédure ont pour effet de mettre un terme au procès tandis que d'autres n'ont qu'un effet suspensif.

I - L'exception de procédure qui clot l'instance,

Le juge civil peut invoquer une fin de non-recevoir, autrement dit une inadmissibilité qu'il peut relever d'office et qui mettra fin à l'instance en cours.

Parmi ces cas, on trouve l'absence d'une ou plusieurs mentions obligatoires dans l'acte d'assignation réalisé par exploit de commissaire de justice (nouveau nom de l'huissier depuis la fusion des professions de commissaire-priseur

et d'huissier de justice). Cet acte signifie au défendeur par le demandeur à l'instance doit mentionner plusieurs mentions à peine de nullité : le nom, l'adresse du demandeur, l'auxiliaire qui va l'assister, l'objet du litige, etc. L'absence d'une ou plusieurs mentions empêchera la tenue du procès.

Il y a également le dessaisissement du juge qui vient sanctionner le manque de diligence des parties au procès, avec la phase de mise en état qui reste en suspens pendant une trop longue durée, que le juge appréciera souverainement.

Enfin, l'acquiescement est une acceptation pure et simple de la décision du juge par le demandeur et qui va priver de tout recours en appel ultérieur le jugement rendu.

II) L'exception de procédure qui suspend l'instance

Primo parce que celles qui clament l'instance ou empêchent tout recours ultérieur contre la décision, on trouve des motifs qui vont rallonger la durée du procès.

Le sursis à statuer est une décision prise par le juge lorsqu'il doit se référer à une juridiction extérieure, ce qui est notamment le cas lorsque le justiciable invoque une exception d'inconstitutionnalité sur une loi qui lui est opposable. La juridiction civile doit alors renvoyer la demande à la juridiction compétente, en l'occurrence administrative, et surseoir à statuer jusqu'à ce que le juge administratif ait tranché.

On trouve également l'incompétence du juge qui peut concerner sa compétence d'attribution, ce qui est le cas lorsqu'il est saisi pour une demande concernant l'ordre administratif ou bien sa compétence géographique,

auquel cas, il peut relever d'office et le transmettre à la juridiction compétente, en principe celle du ressort du domicile du défendeur.

Téléchargé sur
www.devenez-fonctionnaire.fr
Site d'entraide et de partage
entièrement GRATUIT